

La grève de décembre-janvier dernier a bousculé le pouvoir politique et est restée populaire dans la population pendant toute sa durée, parvenant notamment à démontrer largement à quel point la contre-réforme des retraites est vouée à accroître les inégalités existantes. Pourtant, le mouvement n'a pas réussi à faire reculer le gouvernement, notamment parce qu'il n'est pas parvenu à étendre la grève à l'ensemble de l'économie de manière à intensifier le rapport de force.

Dans ce texte, Clémence Fourton et Anouk Colombani interrogent les raisons de ce blocage de la dynamique de la grève dans certains secteurs, notamment associatifs, culturels et universitaires. Elles montrent ainsi qu'on ne saurait les réduire à un simple manque de volonté ou à un défaut de stratégie de la part des directions syndicales, ou à un produit mécanique de la précarité et des bas salaires, même si ces deux facteurs ont joué un rôle non-négligeable.

Surtout, elles livrent des pistes pour tenter de stimuler la grève dans des secteurs où l'on considère souvent spontanément que celle-ci serait vouée à n'engendrer aucun effet pour la lutte globale, voire à s'avérer contre-productive.

Alors que plusieurs secteurs se sont mis massivement en grève du 5 décembre à la mi-janvier contre la réforme des retraites, de nombreux autres, après la journée très suivie du 5, n'ont pas pris leur place dans le rapport de force. L'argument monétaire a été assez peu avancé, difficile de dire que c'est l'argent qui bloque dans le cas d'un mouvement où certain-e-s ont perdu presque deux mois de salaire. Nous devons nous interroger sur ce qui a empêché cette grève de s'étendre, et avancer dans la construction des grèves à venir.

Surtout, il y a un enjeu fort à affirmer et à montrer par la grève qu'il n'y a pas que les secteurs considérés comme bloquants dans l'imaginaire militant - raffineries, éboueurs, transports - qui le sont. Notre but doit bien être la mise en grève du maximum de secteurs du travail. La grève est un moment où les principes et les traditions sont bousculés par la créativité du mouvement social : toute grève est d'abord la reproduction de la dernière avant de devenir elle-même modèle pour les prochaines. Si nous voulons gagner la bataille sociale qui s'annonce à l'issue de la crise sanitaire, les critiques sur les directions syndicales et les effets de manche idéologiques ne suffiront pas. Il faut aller chercher ces lieux et ces secteurs où la grève n'arrive pas à prendre.

Dans ce texte, nos exemples ont notamment été empruntés à l'associatif, les cabinets d'expert CHSCT ou encore certaines professions dites intellectuelles comme les universitaires ou les milieux culturels. Quels sont les arguments donnés par les travailleurs et travailleuses de ces secteurs absents ? A côté de quoi passons-nous lorsque nous sommes incapables de convaincre nos collègues de la nécessité de la grève ?

Les freins à la grève

D'après le syndicat Asso Solidaires, c'est 20% des salarié-e-s du secteur associatif qui ont fait grève le 5 décembre[1]. On peut avoir en tête l'affichage du Planning Familial de Saint-Denis[2], qui a fermé ce jour-là. Associations fermées, 20 % de grévistes, donc un milieu concerné par la réforme et ayant envie de prendre part à ce mouvement. Pourtant peu de suites passé le 5 décembre, même si on dénombre ici ou là des cortèges de l'associatif (Lyon, Rennes) ou des AGs du secteur (Toulouse).

Alors que deux mois se sont écoulés depuis le 5 décembre, une syndicaliste de l'associatif faisait la liste des raisons qui freinaient la grève dans son "secteur" lors d'une rencontre nationale du

Grève interprofessionnelle : de quelques secteurs où

<https://www.contretemps.eu>

ça bloque

redaction

syndicat Solidaires : sensation d'invisibilité dans la grève, charge de travail qui se déporte à plus tard et aucun aménagement possible y compris dans les associations militantes, patrons de gauche qui culpabilisent les salarié-e-s, voire expriment clairement le fait de ne pas vouloir être associés à la grève "trop gauchiste", impression que son travail est plus utile que la grève. Elle mentionne aussi le cas des salarié-e-s uniques, qui ne voient pas comment prendre part à une grève et ne sont pas prêts à assumer l'arrêt de leur association.

Un camarade, expert CHSCT[3], formule des difficultés similaires. Si le 5 décembre, il a laissé couler le fait que son cabinet ne soit pas en grève, le 10 puis le 17, il a poussé pour qu'aient lieu AG et mise en grève. Ceux et celles à passer le pas sont peu nombreux-ses. Ils trouvent souvent plus utiles de donner aux caisses de grève. Ce milieu qui résiste est d'autant plus intéressant qu'il travaille avec et parfois pour les syndicalistes. Deux arguments reviennent dans leur bouche : ils appartiendraient à un secteur « pas bloquant » et leur travail aurait plus d'incidence sur l'amélioration de la société que la lutte.

Par-delà la spécificité du rapport entre syndicalisme et expert CHSCT, c'est la question de l'utilité du syndicalisme et donc du mouvement social syndical, dont la grève est l'un des outils, que posent ces professions. Dire que son travail serait plus utile qu'un mouvement social, c'est dire que le syndicalisme et ses outils sont faibles. Cet argument constitue clairement une victoire idéologique de la classe dominante, qui présente le syndicalisme comme une arrière-garde bloquante de la modernité du pays.

Cette idée que les modes d'action des syndicats seraient dépassés existe aussi à l'université où bon nombre d'enseignant-e-s cherchent à se distinguer de la masse gréviste. Dans les facs, les personnels et enseignant-e-s mobilisé-e-s ont lutté à la fois contre la réforme des retraites et la LPPR[4]. Mais malgré cette dynamique collective, certain-e-s syndicalistes se sont interrogé-e-s sur la pertinence et l'utilité de la grève à l'université[5]. Faire grève, ne serait-ce pas prendre le risque de "perdre le contact" avec les étudiant-e-s, et donc risquer de ne pas pouvoir leur "expliquer" la grève et les raisons de la faire ? Faire grève, ne serait-ce pas se priver des cadres de travail où peut s'élaborer une réflexion critique ? Et que répondre aux étudiant-e-s inquiet-e-s pour "leur note du semestre", et avec elle la "valeur" de leur diplôme et leur insertion professionnelle ?

A ces raisons déjà nombreuses, s'en ajoute une dernière, et pas des moindres : celle de la résignation et de l'isolement de secteurs détruits. Dans les hôpitaux, où un mouvement tient depuis un an, la grève contre la réforme des retraites n'a pas pris. C'est lors d'une tournée que la raison nous explose à la figure. Une infirmière dans un centre d'accueil de nuit : "On a fait grève y'a un an et demi pour éviter la fermeture de lits et demander le maintien d'un médecin de nuit. On a rien gagné. Personne ne nous écoute et on était tout seuls." Même avec deux mois de mouvement, la résignation est encore présente.

Regarder le travail pour comprendre l'état des forces mobilisables

Faiblesses syndicales

Là où le syndicalisme est faible, la grève l'est aussi. Une grève ça s'organise, nous rappelle une syndicaliste du Rail, qui raconte que pour le 5 décembre, c'est dès le mois de juin que le plan de bataille a été lancé. La grève s'organise autour de pratiques réfléchies, même si appelées à évoluer durant le mouvement. Écrire des tracts, les diffuser, se rassembler, faire tenir tout le monde... La

grève est aussi un travail de tous les jours.

Cependant la présence syndicale ne suffit pas. On peut penser au cas emblématique des hôpitaux où le mouvement n'a pas pris, alors qu'il ne s'agit pas d'un désert syndical, mais aussi dans certaines industries. Syndicalisme ne signifie pas automatiquement lutte ou grève, y compris dans des syndicats comme la CGT ou Solidaires. Des pistes de réponse sont alors peut-être à trouver aussi en se questionnant sur les dynamiques à l'œuvre au travail.

Une concurrence étouffante

La difficulté à se mettre en grève rend ainsi compte de la concurrence qui s'est installée dans le monde du travail, aussi bien entre des institutions (entreprises, laboratoires, associations) qu'entre individus. C'est par exemple parce que la bataille pour les subventions publiques est très dure que l'idée de faire grève, et donc de risquer de ne pas rendre ou de rendre un dossier bâclé de demande de financement/subvention fait peur.

Dans le cas des chercheur-se-s, faire grève c'est potentiellement rater un appel à contribution, donc ralentir sa course à la publication : nos calculs permanents sur notre propre employabilité, et nos ressources futures, nous empêchent d'envisager la grève dans le présent.

Un travail qui ne s'arrête jamais

Autre enjeu de taille : répondre syndicalement à ceux qui pensent que le travail ne doit pas être arrêté, et qui témoigne d'un rapport au travail qui est à la fois celui d'une fierté et d'une aliénation. Que signifie un travail qu'on ne peut pas arrêter ? Les éboueurs réticents à l'arrêt du travail expliquent simplement que les poubelles qu'ils ne ramassent pas aujourd'hui seront toujours là demain. Elles seront recouvertes par d'autres sacs, grossissant le tas de déchets. D'où l'utilité de leur passage quotidien, et d'où, aussi, la difficulté à envisager de débrayer.

Pour expliquer leur impossibilité à s'arrêter, certains travailleurs mettent en avant la "charge de travail". Cette notion est devenue clé dans les préoccupations syndicales et par ricochet dans la possibilité de faire grève. Elle est souvent utilisée pour dénoncer une surcharge de travail. Elle implique que le travail ne peut pas s'arrêter. Comme si aucun tri, aucun choix, aucune priorisation n'était possible. Les notions "d'objectif" et de "rentabilité" sont passées par là. Elles ont donné des allures de châtiment de Sisyphe au travail. Il ne s'agit pas tant de sauver la vie d'une personne ou de terminer un dossier, que de tenir le rythme effréné et sans fin du travail contemporain.

Le travail est plus utile que la grève

En réunion, un gréviste au SAMU Social raconte comment ses patrons lui ont reproché de se mettre en grève car il mettait en danger la vie des sans-abris. Sa réponse est sans concession : "j'ai pourtant l'impression de leur être plus utile en m'opposant à cette réforme des retraites." Une autre raconte comment la force de la grève a fini par l'emporter sur la volonté de son théâtre de faire jouer la première de leur nouvelle pièce un jour de grève nationale interprofessionnelle : "c'est eux qui ont fini par avoir honte." Pourtant leur argument de départ était bien celui du rôle social incontournable de leur pièce. Face à des arguments de ce type, la grève l'emporte une fois, mais

rarement plus. Il n'y a pas eu de reconduction.

Mais cet argument n'est pas forcément uniquement celui des patrons : pour tenir le coup lorsque le travail est dur, on peut soi-même porter ce discours selon lequel son travail a plus de sens, plus d'impact politique qu'une grève. Pourtant ce sont rarement les travaux les moins utiles socialement qui s'arrêtent. Il ne semble pas que les trains ou les métros soient inutiles à des millions de gens ? Les enseignant-e-s sont elles et eux aussi utiles à leurs élèves. Les électricien-ne-s et les bibliothécaires sont nécessaires à de nombreuses vies, comme les dockers ou les éboueurs et tant d'autres.

Ceux et celles qui prennent pour raison l'utilité de leur travail, considèrent-ils que les métiers de ceux qui se mettent en grève sont inutiles ? L'argument n'est pas sérieux. L'utilité du travail est convoquée pour justifier l'aliénation à celui-ci, la peur de devenir inutile soi-même.

Les difficultés propres aux petites structures

Dans les grands absents de la grève, on trouve beaucoup de petites structures. Celles-ci sont pressurées par l'enjeu économique. Travail égale revenu ou salaire. Moins les étapes entre son travail et son revenu sont grandes, plus il est difficile de s'arrêter. Quand un camarade d'une association où il est seul explique que c'est lui qui va chercher les subventions pour être payé, comme chez les indépendants, s'arrêter porte atteinte à sa survie financière à long terme.

Cette situation renvoie aux difficultés financières permanentes d'une large partie des TPE et TPA, voire des PME. Une large partie des associations mais aussi des entreprises n'ont pas de fonds de réserve suffisant. Si cet argument est souvent formulé, il est la plupart du temps renforcé par un autre : ces entreprises et associations n'auraient pas de pouvoir bloquant. Cela leur donne un argument faussement stratégique pour refuser d'entrer dans la danse.

Des pistes pour y aller quand même

Diffuser la culture de grève

Les syndicats ont une responsabilité dans la diffusion des outils et de la culture de grève. Cette réalité est parfois difficile à assumer dans les entreprises où la répression est forte toute l'année. Ces outils doivent, par ailleurs, être mis en partage. Plus il y a de monde qui sait faire les choses - dépôt des préavis, communication entre grévistes, organisation des assemblées générales, appel à manifestation... - plus la grève a de chances de tenir. Trois écueils sont très présents : la tendance à tout faire reposer sur les syndiqué-e-s, voire sur un bureau ; la tendance à ce que les métiers des technicien-nes ou des plus diplômé-e-s dirigent et gèrent la grève localement ; la tendance à concentrer le pouvoir entre les mains des hommes. La grève n'est ni affaire de syndiqué-e-s, ni une affaire d'hommes, ni une affaire d'intellectuel-les.

La grève est l'arme de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses. Cela signifie qu'elle fait partie du travail et comme au travail chacun y a sa place. Le travail c'est aussi s'occuper du collectif de celui-ci, or si les conditions ne sont plus réunies pour travailler correctement soit à cause de changements locaux, soit à cause de changements nationaux, les travailleurs et travailleuses doivent réfléchir à des moyens pour préserver leur travail et se préserver eux-mêmes. Il n'y a pas de supériorité du travail sur le mouvement, dont la grève est l'un des moyens ou l'inverse. Bien

entendu, si des moyens plus efficaces que la grève sont trouvés, pas la peine de s'obstiner. Mais c'est une autre question.

L'un des soucis des grèves interprofessionnelles comme celle menée contre la réforme des retraites, c'est que le gouvernement et le patronat la présentent comme déconnectée du travail. Aux militant-e-s de faire les liens. Cette réforme porte atteinte au système de cotisation, elle porte atteinte à notre avenir après la période du salariat classique.

Il faut savoir arrêter le travail

Parce que la grève fait partie du travail, elle s'anticipe. Le camarade du CHSCT organise ainsi une veille dans sa boîte pour faire décaler les réunions qui sont appelées sur des journées nationales de mobilisation. Anticiper, ce n'est qu'un des petits moyens pour faire baisser la pression, l'enjeu reste quand même de savoir arrêter le travail. Cette charge du travail qui obsède, c'est aussi celle qui empêche de prendre un arrêt maladie quand on en aurait bien besoin.

Or la grève c'est aussi redevenir utile ou retrouver son utilité par-delà son poste de travail. C'est se réapproprier des choses et s'émanciper. Si notre grève doit prendre, nous devons réinventer des cultures de lutte. Certains secteurs montrent des pistes, qu'on pense à ces agents EDF, aux informaticiens ou à ces artistes. Mais c'est possible partout. Ce dont ils ont peur, là-haut, ce n'est pas seulement de l'arrêt du travail, c'est aussi de sa transformation radicale dans les manières de faire ou dans qui décide de ce qui peut/doit être fait.

Cette utilité retrouvée n'existe que si on comprend la grève comme la nécessité de se rendre visible par-delà les effets immédiats. Toute grève se voit déjà au niveau de l'entreprise elle-même. Il faut transformer l'essai en politisant l'arrêt de travail. Il faut se montrer en tant que gréviste. L'assemblée générale discute essentiellement de moyens de la visibilité : un post-it sur la porte de son bureau, choisir l'emplacement du piquet, manifester, faire un cortège avec ses collègues dans la manif, créer des mails de réponse automatique disant qu'on est en grève, participer à des recensements, faire des comptages sauvages, mettre une banderole sur la façade...

La grève place les travailleur-se-s dans un rapport de pouvoir sur leur travail. Elle rappelle qu'aucun arrêt du travail n'est dépourvu d'effets mais que ce n'est pas grave pour autant.

Recréer du collectif

L'arrêt de travail n'est pas grave si le collectif est là pour y faire face. La solidarité est un élément essentiel, qu'elle passe par des caisses de grève, un soutien d'un piquet à l'autre, mais aussi des discussions sur nos travaux respectifs, nos conditions, nos difficultés... Le fait de se parler, puis de se réapproprier les espaces, le travail, les outils fait aussi partie du rapport de force.

C'est de ces réappropriations - Radio France qui chante le Chant des esclaves à sa directrice, les profs qui tirent des tracts dans leurs bahuts, les contrôleuses du travail qui font des cours d'autodéfense juridique, un piquet de grève installé à l'entrée d'un hôtel, des agents EDF qui basculent les compteurs en heure creuse... - que les patrons et les pouvoirs publics ont peur. Celles-ci entraînent souvent la fierté d'appartenir à un corps social devenu utile.

La solidarité et le collectif doivent permettre de dépasser les corporations. Ce mouvement a vu se

développer et naître des assemblées générales interprofessionnelles. Ces AG doivent être pensées et popularisées. Elles permettent à la fois l'investissement de grévistes isolés, le déploiement d'une activité de grève dans les quartiers et la solidarité entre secteurs mais aussi individus en grève.

Penser la grève comme lieu d'apprentissage

Si chaque secteur a ses particularités, on voit que des éléments se retrouvent d'une boîte à l'autre. Pour populariser la grève, il faut dire et redire que tous les travailleurs et toutes les travailleuses ont du pouvoir et que la grève est le meilleur moyen de l'exercer et de le conserver, mais pour cela il faut comprendre où et pourquoi les travailleurs-se-s se sentent dépossédé-e-s de leur travail et de leur force.

Admettre que certaines méthodes fonctionnent ici et pas là. La grève est affaire de culture et d'apprentissages, mais c'est aussi le moment où tenter des choses collectivement et de bouleverser le guide de mobilisation. Faire garder les enfants^[6], aller chercher les secteurs féminisés, les petites entreprises, les associatifs isolés, les précaires et les chômeurs et chômeuses, occuper, réinventer les secteurs, combiner grève et occupations, actions en journée, en soirée, en week-end et semaine... Les pistes sont nombreuses, à nous de sortir de nos pantoufles stratégiques, pour construire les grèves interprofessionnelles que nous devons mener à la sortie de la crise sanitaire.

Notes

^[1] <https://syndicat-asso.fr/participation-massive-et-inedites-des-salarie-e-s-des-asso-a-la-journee-du-5-decembre-dernier/>

^[2] <http://solidaires93.org/index.php/2019/12/15/infos-greve-en-seine-saint-denis-1/>

^[3] Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

^[4] Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche : ensemble de rapports préliminaires pour une loi portant sur le financement et l'organisation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. L'esprit de cette future loi est celui d'une précarisation accrue des métiers de l'université et d'une augmentation de la part des financements privés dans la recherche.

<http://www.groupejeanpierrevernant.info/#FAQLPPR>

^[5]

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/200120/une-mobilisation-impossible-quand-l-es-universitaires-confondent-la-lutte-et-l-autopuni>

^[6] <http://cqfd-journal.org/Maman-j-ai-rate-la-manif>